



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 17 du 4 mai 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 7 mai 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	263
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	263
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTRIELLES	263
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	263
Arrêté n° 07.BMSSE.18 du 30 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MULLER, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, par intérim	263
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	264
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	264
Arrêté de l'ARH de Lorraine n° 25/07 du 1 ^{er} mai 2007 portant délégation de signature à Madame Anouchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse	264
AVIS ET COMMUNICATIONS	264
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	264
Extrait de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif au recrutement d'adjoints administratifs par la voie du PACTE	264

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

Arrêté n° 07.BMSSE.18 du 30 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MULLER, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;
 VU la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;
 VU l'article 127 de la loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 instituant un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, chômeurs, privés d'emploi depuis plus d'un an ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU les articles D. 472 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;
 VU le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre modifié ;
 VU le décret n° 88-311 du 28 mars 1988 portant modification du décret n° 79-381 du 10 mai 1979 portant actualisation du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et des conseils départementaux ;
 VU le décret n° 92-1335 du 21 décembre 1992 relatif aux modalités d'attribution de certains titres et cartes aux anciens combattants et victimes de guerre ;
 VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale ;
 VU l'arrêté du 21 juin 2001 relatif au diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre ;
 VU l'arrêté du 23 décembre 1992 portant délégation de pouvoir en matière de carte d'invalidité et d'avantages y afférents ;
 VU l'arrêté du 22 juin 1999 relatif au fonctionnement des régies d'avances et de recettes des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, ensemble la décision du 7 décembre 1999 instituant des régies d'avances et des régies de recettes dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;
 VU l'arrêté du 13 mars 2002 modifiant l'arrêté du 13 mars 1997 fixant les modalités d'application de l'article 125 modifié de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) ;
 VU l'arrêté du 14 septembre 2005 de M. le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, chargeant M. Pierre MULLER, attaché d'administration, des fonctions de directeur du service départemental des Vosges à compter du 1^{er} septembre 2005 ;
 VU l'arrêté du 12 avril 2007 de Monsieur le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, chargeant M. Pierre MULLER, attaché d'administration, de l'intérim des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mai 2007 ;
 VU la lettre-circulaire n° 8862 du 2 décembre 1977 de M. le Ministre des anciens combattants conférant le titre de « directeur » aux secrétaires généraux, chefs des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et la directive générale n° 1 du 18 juin 1987

SP/PFT leur conférant le titre de « directeur départemental » de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;
 VU la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT n° 1041 de M. le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre relative aux responsabilités, aux objectifs et aux moyens de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et de ses directions départementales ;
 VU la circulaire n° 722 A du 23 décembre 1992 relative aux procédures de traitement de certains dossiers d'anciens combattants et victimes de guerre en matière de statuts, la note XR/626/P/DSPRS du 17 septembre 1993 et la circulaire ministérielle n° 2857/BC/TL du 10 décembre 1993 prise en application des dispositions des arrêtés ministériels fixant les caractéristiques de la carte du combattant, de la carte de combattant volontaire de la résistance et de la carte de réfractaire ;
 VU la circulaire n° 723 A du 21 janvier 1993 relative aux procédures de traitement des demandes de cartes d'invalidité et des avantages y afférents et la circulaire n° 724 A du 17 mars 1993 relative à l'attribution de la carte d'invalidité et des avantages y afférents aux déportés de nationalité étrangère à la date du fait dommageable complétée par la lettre-circulaire n° 235/DEG du 23 décembre 1993 relative à la non-exonération de la vignette automobile pour ces personnes ;
 VU la circulaire du 29 mai 1996 fixant les modalités de mise en circulation de la nouvelle carte du combattant définie par l'arrêté ministériel du 2 novembre 1995 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Art. 1^{er} : A compter du 1^{er} mai 2007, délégation de signature est accordée à M. Pierre MULLER, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, par intérim, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions dans les matières suivantes :

- En matière financière :
 Gestion des biens des Pupilles de la nation sous tutelle, notification aux demandeurs des décisions d'attribution et de rejet des allocations différentielles du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord chômeurs depuis plus d'un an.
- En matière de délivrance de documents :
 Établissement et signature des cartes Pupille de la Nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention « station debout pénible » et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile gratuite aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des grands mutilés de guerre, des grands invalides de guerre, des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants droit (veuves, orphelins, ascendants).
- En matière de délivrance ou de rejet de titres, après délibération des commissions départementales ou nationales :
 a) Établissement et signature des cartes de combattant (conflits 1914-1918, 1939-1945, théâtres d'opérations extérieures, guerre d'Indochine et de Corée, opérations d'Afrique du nord et missions diverses), des cartes du combattant volontaire de la Résistance, des cartes de Réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, ou notification de rejet en cas d'avis défavorable desdites commissions.
 b) Établissement de diplômes d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.
- En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions et d'avances remboursables, après délibération du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :
 Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, d'avances remboursables aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.
- En matière de gestion du service départemental :
 a) Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la Nation délivrés au militaires des forces Armées françaises ou détachés dans une armée étrangère et aux personnes civiles

en application des dispositions de la circulaire ministérielle n° 728 A du 22 octobre 1993 ;

b) Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant ;

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et en particulier, leur convocation, la notification des décisions ;

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination, soit de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit du Ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires ;

e) Signature des arrêtés préfectoraux portant attribution de congés de maladie ou de maternité aux personnels du service départemental des catégories B et C à l'exception de ceux du directeur départemental ;

f) Notation et appréciation écrite des personnels du service départemental des catégories B et C ;

g) Présidence des commissions départementales :

- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi,
- sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,
- conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre,
- commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,
- commission départementale de l'information historique pour la paix (sauf commissions plénières),
- commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité, de la mention « station debout pénible ».

Art. 2 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 3 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 4 : L'arrêté n° 05 BMSSE.59 du 3 janvier 2006 est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 avril 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Arrêté de l'ARH de Lorraine n° 25/07 du 1^{er} mai 2007 portant délégation de signature à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

Vu la nomination du docteur Antoine PERRIN, au conseil des ministres du 30/08/06, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu l'arrêté n°0826 du 16 avril 2007 portant nomination de Madame Anoutchka CHABEAU dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

Vu l'arrêté n°01435 portant nomination de Madame Jacqueline ROLLAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2006,

Vu le contrat d'engagement n°01487 du 30 mai 2005 entre le ministère de la santé et des solidarités et Monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans,

Vu le contrat d'engagement n°04101218 du 12 juillet 2006 entre le ministère de la santé et des solidarités et Monsieur Philippe RIEUX, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer les fonctions de responsable du service offre de soins, à compter du 16 août 2006 et pour une durée de trois ans,

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anoutchka CHABEAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Jacqueline ROLLAND, et par Monsieur Marc NAVROSKI ou Monsieur Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jacqueline ROLLAND.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°11/07 du 08/02/07.

Nancy, le 1^{er} mai 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Rectorat de l'académie de Nancy-Metz

Extrait de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif au recrutement d'adjoints administratifs par la voie du PACTE

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz

ARRETE

Art. 1^{er} : Un recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'Education Nationale, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), est ouvert dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2007.

Art. 2 : le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Art. 3 : Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 06 pour les adjoints administratifs.

Art. 4 : IMPLANTATION : Département de Meurthe-et-Moselle, département de Moselle et département des Vosges

Art. 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un service déconcentré.

Art. 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace économique européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Art. 7 : INSCRIPTIONS :

- Auprès de l'ANPE du lieu de domicile

- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et le cas échéant de l'expérience professionnelle.
 - Date limite de dépôt de candidature :
Jusqu'au samedi 09 juin 2007 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)
- Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au : 03.83.86.23.79 ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels Administratifs, Ouvriers et Techniques,
Sociaux et de Santé
Bureau DIPAO S 1
2 rue Philippe de Gueldres
C.O. N° 30013
54035 NANCY CEDEX

Art. 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2007.

Art. 9 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 2 mai 2007

Pour le recteur et par délégation,
Le secrétaire général de l'académie,
Dominique MARTINY

